Cérémonie de commémoration à Chalette-sur- Loing

Publié le 4 mai 2026 sur le site d'Ibuka France



Ce Dimanche 3 mai 2026, à Chalette-sur- Loing, s’est tenue la cérémonie de la 32ème commémoration du génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda en 1994.

Discours d’Espérance Patureau, Présidente de la Cellule locale d’Ibuka France à Chalette

Mme Anne Pascaud 1ère adjointe, représentant Mr Franck Demaumont, Maire de Chalette, très

chère Anne,
Mme Farah Loiseau et M. Christophe Bouquet représentant Mr Marc Gaudet Président du Conseil départemental,
Mr Hongnon représentant M. Bruno Vaillant Maire de Paucourt,
Mme Annaïg Lefeuvre directrice du Cercil, très chère Annaïg,
Marcel Kabanda, Président d'Ibuka France, historien et membre permanent de notre cellule, Cher Marcel,
Mesdames et Messieurs les élu-es de Chalette, très chers amis,
Chers enfants élu-es du CME,
Mesdames et Messieurs représentant des associations,
Chers rescapé-es,
Chers ami-es et membres d'Ibuka France,

Avant de commencer notre cérémonie, je voudrais rendre hommage à Madame Hélène Mouchard Zay, une grande amie, très chère à notre cœur, une grande dame qui nous a quittés le 2 mars 2026 à Orléans.

Je me souviens la dernière fois ici, l'année dernière, je lui avais appris que, tout près d'ici, nous avions le gymnase Jean Zay situé au bord du Canal d'Orléans. Elle a juste souri et m'a répondu qu'elle ne le savait pas. Toujours humble et discrète, mais tellement dynamique ! Un exemple pour toute personne qui a eu la chance de la croiser. Elle a toujours été à nos côtés, inspirant nos combats autant qu'elle les a soutenus. Nous ne l'oublierons jamais et nous renouvelons nos condoléances à son époux, ses enfants et à toute sa famille. Qu'elle repose en paix ! Bien sûr nous n'oublions pas ma petite sœur Luce Lumière, venue nous dire adieu l'année dernière, Sébastien Farnault parti si jeune, Anne Parodat et Bernard qui a tant fait pour la mémoire des victimes du génocide des Tutsi. Ils reposent en nous, qu'ils reposent tous en paix ! Si nous nous retrouvons encore cette année devant ce monument que la ville de Chalette avec son maire Franck Demaumont nous ont accordé, c'est pour nous souvenir que cela fait 32 ans que l'indicible a eu lieu au Rwanda, que nos familles nous ont été arraché

parce qu'ils étaient nés Tutsi.

Merci d'être toujours avec nous pour qu'on vous parle encore d'eux, qu'on vous dise qu'ils ont bel et bien existé ! Qu'ils aimaient la vie, avaient des projets d'études, de voyages, de fonder des familles comme tout un chacun ! Ils n'étaient pas suicidaires et ils n'ont pas été emportés dans des catastrophes naturelles ou par des accidents routiers ou même par des maladies. Ils ont été victimes d'un projet politique d'élimination systématique bien rôdé et bien maîtrisé. Si nous sommes ici tous les ans c'est pour dire à celles et ceux qui ont survécu, à ce projet, qu'ils ne sont plus seuls pour honorer la mémoire des victimes, et aussi pour nous, respecter notre promesse : nous ne les oublierons jamais ! Comme l'a écrit Primo Lévi, « *nous n'oublierons jamais que cela fut* ». Ils ont été victimes d'être nés ! Alors que, comme tout le monde, ils n'avaient choisi ni leurs parents ni l'endroit où ils étaient nés ! Mais pour les colonisateurs et les autorités hutu de l'époque, être né Tutsi était un délit passible de la peine de mort. Quel que soit son âge, être Tutsi était un péché impardonnable ! Aucune condition ne pouvait être salutaire.

Nta mpongano y'umwanzi (il n'y a rien pour racheter un ennemi), était le nom de la massue que les assassins utilisaient pour écraser les crânes des enfants. Car même les bébés devaient mourir. Ils devaient tous mourir jusqu'au dernier. Le génocide des Tutsi ne s'est pas arrêté au bout de trois mois parce que les Hutu ont eu une prise de conscience et regretté leurs actes. Ils n'ont pas été stoppés par une force de pays ami qui serait venue pour libérer le Rwanda et sauver les Tutsi ! Les forces de l'ONU ont plié bagage et réduit leurs effectifs, les pays qui avaient des représentations diplomatiques ont préféré évacuer leurs ressortissants ou pire, ont aidé les génocidaires à mieux s'organiser et se rabattre aux portes du Rwanda au Zaïre de l'époque.

Aujourd'hui cette communauté internationale fait semblant d'ignorer ce qui se passe dans cette zone de l'Est de la RDC qu'elle-même a mis en place, faisant fi du règlement international du HCR sur la gestion des réfugiés. Au fil des ans, nous avons à faire à un négationnisme

de plus en plus décomplexé qui utilise les réseaux sociaux au vu et au su de tout le monde. Le négationnisme comme le racisme n'est pas une opinion mais un délit puni par la loi. Mais comme ce qu'ils racontent ne demande pas d'efforts de compréhension, plutôt que de se fatiguer à s'interroger sur l'histoire et comment cela a été possible d'éliminer plus d'un million de personnes en trois mois seulement, souvent des internautes vont croire tout ce qu'ils racontent au point que la victime devient rapidement le bourreau et le bourreau transformé en victime ! L'une des armes pour combattre ce phénomène est de commencer déjà à notre niveau à bien dire les choses. Comme l'a dit Albert Camus « *mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde, ne pas les nommer, c'est nier notre humanité* ».

En effet, le génocide contre les Tutsi a été planifié, préparé et exécuté par des Hutu, pas nécessairement des miliciens entraînés. La plupart de nos familles ont été assassinées par nos voisins avec qui ils avaient tout partagé ! À partir de ce constat, il apparaît clairement que les expressions « génocide rwandais » ou « génocide au Rwanda » sont inexactes, puisqu'elles laissent entendre que l'ensemble des Rwandais a été visé. Or, ce ne sont pas tous les Rwandais qui ont été pourchassés et exterminés, mais spécifiquement ceux dont la carte d'identité portait la mention « TUTSI ». Il faut donc parler du génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994. Si on ne reconnaît pas la qualité de victime aux rescapé.es ni la responsabilité des tueurs, comment se reconstruire ? Bien nommer les choses, bien dire les choses n'est pas que le rôle de la justice. C'est le devoir de nous tous car le génocide constitue un crime contre l'humanité. Je ne peux pas terminer sans remercier les rescapé.es pour le combat qu'ils ont mené et la force extraordinaire qu'ils ont déployés jour après jour, pour vivre après tout ce qu'ils ont subi ! Comme nous l'a raconté Aymeric, ils ont vu et entendu des choses qu'à leur jeune âge pour beaucoup, ils n'auraient jamais dû voir ni entendre ! Merci d'être debout ! Votre seule présence est une arme concrète contre les révisionnistes. Merci pour vos témoignages écrits ou transmis oralement. Merci pour vos interventions devant les élèves ! Dans les collèges, les lycées, les universités. Vous savez toujours trouver les mots pour ne pas blesser.

S'il n'y avait pas eu les rescapés, les auteurs du génocide n'auraient jamais été inquiétés ! L'histoire aurait été réécrite, comme pour y apposer un point final définitif. Si personne n'avait survécu on aurait jamais su que ce sont des Rwandais qui ont pris les armes et arrêté ce génocide. Retenez bien ce mot « INKOTANYI » ! Les forces du Front Patriotique Rwandais. Chaque récit des rescapés se termine toujours par « *les Inkotanyi sont arrivés nous ont apaisé, soigné et nous ont rassuré… on avait du mal à le croire mais grâce à eux notre calvaire prenait fin* ». Les Inkotanyi c'est la VIE ! Avant leur arrivée, les récits suivent tous le même schéma : « *Ils sont venus évacuer les étrangers ; nous les avons suppliés, mais ils ont détourné le regard et sont repartis avec les Blancs – et même leurs animaux domestiques. Nous nous sommes alors réfugiés auprès des Casques bleus, qui ont quitté les lieux alors que nous étions encerclés par des miliciens… À peine partis, les attaques ont commencé. Ce jour-là, presque tout le monde a été tué. Sans l'arrivée des Inkotanyi, je n'aurais pas tenu deux jours de plus pour protéger les quelques personnes que je cachais chez moi.* »

Merci chers rescapés de rester debout et de continuer à témoigner pour que le monde n'oublie pas que cela fut ! Merci à vous tous qui leur prêtez attentivement l'oreille car même dans ces pays-là, un génocide c'est important ! Ne l'oubliez pas !

Je vous remercie.

Espérance Patureau

Discours et témoignage de Marcel Kabanda, Président d'Ibuka France



Madame Anne Pascaud, représentant Monsieur le Maire de Chalette-sur-Loing ; très chère Anne,
Madame Farah Loiseau et Monsieur Christophe Bouquet, représentant Monsieur Marc Gaudet, Président du Conseil départemental,
Monsieur Hongnon, représentant Monsieur Bruno Vaillant, Maire de Paucourt,
Madame la Directrice du CERCIL Annaïg Lefeuvre ; très chère Annaïg,
Madame Espérance Patureau, Présidente de la cellule locale d'Ibuka France du Montargois ; chère espérance,
Mesdames et Messieurs les élu.es de Chalette-sur-Loing ; très chers amis,
Chers enfants élu.es du Conseil municipal des enfants,
Mesdames et Messieurs, représentant des associations,
Chers ami.es et membres d'Ibuka France
Chers rescapé.es,

C’est d’abord à vous que je voudrais m’adresser. La commémoration est un moment d’hommage aux victimes. C’est donc un moment qui vous est dédié. Nous pensons aux morts. Mais que serait notre pensée, comment pourrions-nous la concevoir, la formuler, sans votre témoignage ? Merci d’avoir survécu, merci pour le témoignage. Merci pour la leçon de courage que donne votre vie au quotidien.

Je viens à Chalette-sur-Loing chaque fois que j’en ai l’occasion. Et c’est toujours avec plaisir. Le plaisir de vous voir et de vous revoir. Vous êtes ce que j’appelle mes colibris, ces oiseaux qu’on trouve en Amérique du Sud et qui prétendent éteindre les incendies avec l’eau qu’ils puissent et transportent dans leur bec. Vous aussi vous savez faire peu avec les moyens limités dont vous disposez. Juste parce que vous êtes généreux et fidèles à vos engagements, engagement à honorer la mémoire du génocide des Tutsi, engagement et fidélité à maintenir allumé dans la cité de Chalette le flambeau de l’accueil, de l’ouverture, du partage et de l’universel.

Je me joins à Espérance pour rendre hommage aux amis qui nous ont quittés cette année. Sœur Lumière, qui était avec nous l’année dernière à l’occasion de la 31ème commémoration. La grande dame Hélène Mouchard-Zay. Une vie pleine d’engagement, un modèle de fidélité et d’ouverture. Je salue également la mémoire de Bernard Patureau. J’exprime ma sympathie à la famille qu’il a aimée, qui l’a aimé et sur laquelle il veille. Parce qu’il m’entend, je le supplie d’étendre sa vigilance et sa protection à la stèle dont il nous a laissé la garde en hommage aux victimes du génocide. Une note plus joyeuse, je félicite Monsieur le Maire de sa réélection. Il est l’un des élus qui a eu le courage de nous accueillir lorsque, à notre égard, l’hostilité ou l’indifférence étaient encore la règle. Je lui souhaite un mandat fructueux au service de ceux qui l’ont élu ou de ceux qui avaient fait un autre choix.

Pour la 32ème fois, nous sommes ici pour commémorer. Pourquoi commémorer ? J’ai entendu quelque chose que j’ai aimé : commémorer, c’est redonner aux morts la dignité que les assassins leur ont dénié. C’est leur donner la sépulture que les bourreaux leur avaient refusé.

C’est réparer la grande blessure faite à l’humanité par le génocide. C’est un service qu’il faut constamment répéter car les assassins ont plusieurs manières de donner la mort : le meurtre d’abord, le déni ensuite. Aussi, même quand le bras du meurtrier a été désarmé, il peut poursuivre et vouloir achever le travail en disant que la victime n’a jamais existé, que l’on a gazé que des poux, qu’on a écrasé les cafards, que c’était la guerre, que l’on a tué pour se défendre, que les bourreaux sont les victimes et vice versa. Ce renversement des rôles fait partie du processus génocidaire. Il meurtrit les descendants des rescapés du génocides des Arméniens, de la Shoah et, alors que nous ne sommes qu’à 32 ans des faits, il accable les rescapés du génocide des Tutsi. Les femmes et les hommes qui savent qu’ils ont été agressés alors qu’ils n’avaient rien fait, par des voisins avec lesquels ils avaient tout partagé, peuvent difficilement comprendre qu’on leur parle d’un affrontement « *de salauds contre des salauds* ». Il est plus facile d’arracher les armes aux meurtriers que d’éteindre la haine qui le fait agir.

La haine met plus de temps à germer, à s’enraciner dans la culture et le langage. Elle devient avec le temps quasi indétectable, inodore, banal. Il faut donc rappeler constamment les faits, les visages et l’histoire, car avec le temps, on oublie et on devient vulnérable à la banalisation, et aveugle à la répétition des crimes. Le 10 juin 1994, François Mitterrand affirmait à Oradour-sur-Glane qu’il fallait « *bâtir un monde où les Oradour ne seront plus possibles* », tout en sachant qu’au Rwanda, des Oradour se produisaient déjà par milliers. Pour marcher, on commence par bien poser son pied. Demain dépend d’hier. Il n’y a d’après que s’il n’y a pas un avant affermi, renforcé. Comme si de la pression du pied qui ne bouge provenait une force qui permet à l’autre de se projeter en avant. C’est une expérience que vous pouvez faire. On ne soulève jamais les deux pieds en même temps et quand l’un se met en mouvement vers l’avant, l’autre s’appuie encore fortement sur le sol. Nous avons besoin de notre passé pour nous projeter vers l’avant. C’est dans la nature.

Le Rwanda a tenté de le faire mais ce progrès s’est transformé en cauchemar. Il y eut 1959-60, 1963-64 et 1973. J’étais là. Somme toute j’étais petit en 1960, mais l’ambiance

était lourde, la pression était forte, la peur se lisait sur les visages des adultes, les insultes contre les Tutsi fusaient à longueur de journée sur les collines. Non, je n'ai pas appris que j'étais tutsi à l'école. Je l'ai su avant d'y aller. Je l'ai appris aux insinuations désagréables d'une voisine qui s'appelait Nyiragumiriza. Depuis chez elle, elle disait en pointant du doigt notre maison : « *Que font encore ces Tutsi chez-nous ? Ils iront à Nyamata quand ?* ». Et ma mère qui n'arrêtait pas de soupirer quand un Hutu passait devant la maison : « *Ils nous tueront, ils vous mangeront. Et quand le moment sera venu, ne comptez ni sur Dieu, ni sur l'ONU* ». Et pourtant, elle priait tout le temps et je doute qu'elle n'a jamais su que le siège de l'ONU était à New York. Ils l'ont brûlée avant que j'ai eu le temps de lui parler avec elle de ses contradictions. Elle ne les appelait pas des Hutu d'ailleurs, elle les appelait « *Aba Pare* », un sobriquet qu'elle avait inventé pour désigner les membres du parti PARMEHUTU. Aux premières années de l'école, j'ai vu des instituteurs se faire arrêter, être détenus pour une durée que je ne peux déterminer, puis revenir amaigris, vieillis par les privations, la torture et l'humiliation…

Pendant ce temps, mes camarades parlaient ouvertement des Inyenzi en nous regardant. J'ai appris à reconnaître qui, dans la classe, était tutsi : la peur, l'angoisse, le regard fuyant, le manque d'intérêt et d'engagement en classe, l'absence d'entrain dans la cour de récréation. C'étaient des fantômes, qui passaient leurs journées à chercher d'autres fantômes au milieu d'adolescents ayant, eux, passé des nuits paisibles.
Je me souviens avoir changé d'école après la troisième année de primaire. Autour du fantôme que j'étais, il n'y avait que des vivants — et ils ne se privaient pas de me le rappeler. Durant cette période de ma vie, je craignais pour mes parents. Je ne pensais pas être concerné. C'est au secondaire que je me suis senti pour la première fois en danger. Nos camarades s'étaient préparés à nous tuer le samedi 24 février 1973. Parce que ma mère n'avait pas voulu que j'aille au collège du Christ-Roi, j'étais au séminaire à Nyundo. Elle pensait me mettre à l'abri. Elle n'a pas commis la même erreur en 1994. Elle est allée carrément à la commune. Elle n'a pas eu pour autant la vie sauve.

Revenons à Nyundo. En 1973, la République du PARMEHUTU relança la persécution des Tutsi.

Ce furent des étudiants de l'Université nationale du Rwanda qui lancèrent un mouvement qui, en quelques semaines, s'étendit à toutes les écoles secondaires. Le samedi 24 février, nos camarades se mirent à nous tuer, utilisant les coupe-coupe, les râteaux et les pelles normalement destinés à désherber et à entretenir les abords de l'établissement. La nouvelle parvint au recteur. Appelé au secours, le préfet de Gisenyi répondit qu'il n'avait pas de gendarmes à déployer dans les écoles et recommanda de renvoyer les élèves chez eux. Dans la soirée, l'évêque Aloys Bigirumwami vint, nous rassembla dans la chapelle et nous entretint pendant des heures de ce qui se passait dans les écoles du Rwanda. Il était près de minuit lorsqu'il nous demanda d'aller dormir, après nous avoir donné sa bénédiction. Rien ne se passa cette nuit-là. Ils nous haïssaient mais ils avaient peur de nous. Ils savaient qu'il y avait parmi les plus grands d'entre nous des jeunes capables de rendre coup sur coup. Aussi avaient-ils fait appel aux élèves de l'école d'art voisine, et même, semble-t-il, au camp des paracommando de Bigogwe. Les renforts sont venus. Ils ont attendu pour entrer un signal qui n'est pas venu. Ceux qui devaient les accueillir et les guider étaient retenus à la conférence. Après des heures à attendre et à roder, ils sont repartis chez eux. Seuls nos camarades n'ont osé prendre d'initiative. Eux comme nous, personne n'a dormi.

Le jour suivant, l'atmosphère était celle des jours de grands orages, lourde de menaces. Ils ont multiplié les provocations mais sans jamais aller à l'affrontement. Nous étions préoccupés de savoir comment sortir de l'établissement sans risque. En une journée, les plus grands ont réussi à nous identifier et à s'assurer que tout le monde avait l'information. Ils ont décidé qu'une sortie discrète se ferait à 18h30, après le temps d'adoration. Au lieu de nous diriger à la salle d'étude, chacun devait pouvoir trouver le moyen de sortir du séminaire à la faveur de l'obscurité qui commence à tomber à cette heure. Beaucoup ont escaladé les murs.

En quelques minutes nous nous sommes retrouvés à l'extérieur. Nous avons pris le chemin vers la cathédrale où nous avons passé la nuit. Nos camarades n'ont pas tardé à se rendre compte de notre absence. Ce fut la panique. A leur tour, ils sont sortis et se sont rassemblés sur le terrain de football adjacent à la salle d'étude. Ils ont cru que nous étions sortis pour

nous préparer à les attaquer. Ils ont passé la nuit sur ce terrain, lançant des appels aux Bagoyi pour qu'ils viennent à leur secours. Le lendemain, les élèves de l'école d'art les rejoignirent. Ayant appris, par indiscrétion, que nous nous trouvions à la cathédrale, ils décidèrent de nous attaquer dans l'après-midi. L'économe général – celui-là même qui devait succéder à l'évêque Bigirumwami – en fut informé. Il dépêcha des camions avec leurs chauffeurs pour nous évacuer et nous ramener chacun chez nous. Sur le pont de la rivière Sebeya, des paysans bagoyi tentèrent d'arrêter les véhicules. Le chauffeur fonça sur eux, les contraignant à se disperser sous la menace du camion. Nous étions sauvés. La nuit commençait à tomber lorsque je suis arrivé à la maison. Mes parents étaient soulagés. Selon la propagande du Président Kayibanda, les élèves tutsi étaient à l'origine de la violence dans les écoles. Ils nous accusaient d'avoir abandonné l'école pour répandre la violence dans les campagnes. Chassés de l'école, nous étions indésirables chez nous. Dès le lendemain de mon retour, les jets de pierre sur la maison ont commencé. L'incendie des écoles a mis le feu aux campagnes et dans le monde du travail. L'hostilité anti-tutsi s'est généralisée. Les Tutsi étaient chassés de leur emploi. Sur les collines, leurs biens étaient pillés et leurs maisons incendiées. Pendant quelques jours, nous avons vécu cachés. J'étais particulièrement recherché. Un jour, j'ai été attrapé par des jeunes qui se sont mis à me frapper. On était en fin d'après-midi. Je me souviens du premier coup. Après j'ai vu une machette levée, puis le reflet du soleil dans la lame qui m'a fait mal aux yeux. Puis rien. Je me suis réveillé à l'endroit où ils m'avaient débusqué. Aujourd'hui encore, je pense que je suis mort ce jour-là.

La peur m'a quitté. J'étais nu, comme un verre de terre. J'avais soif. La nuit commençait à tomber. J'ai repéré une habitation. J'y suis allé. Ils me connaissaient. Ils m'ont donné de l'eau et de quoi m'habiller. Pendant la nuit, j'ai marché jusque chez-moi. C'était un tas de ruine. Ma famille était là, convaincue que j'avais été tué. Je me souviens de ce qu'a dit ma mère : « *Tu dois partir. Je ne veux pas qu'on te tue sous mes yeux* ». J'ai essayé de protester. Je ne voyais pas l'intérêt. Je n'en sentais pas le besoin. C'est moins par peur des Hutu que sur la pression de la famille que j'ai accepté de partir. J'avais peur de leur attirer les malheurs. Je

suis parti sans savoir où aller. J'ai atterri après deux mois à Bujumbura. J'étais plein de haine pour mon pays. Pendant un mois, j'ai habité dans une sorte de camp de réfugiés en plein centre de la capitale du Burundi. Un complexe en trois ailes où logeaient les jeunes dans la première, les familles dans la deuxième et les adultes célibataires dans la troisième. De ce camp, je me souviens de trois choses : j'étais content de ne pas y voir ma famille, la nourriture faite de riz et de haricots était servie sur des plats collectifs. A tour de rôle, chacun y mettait la main. Je passais souvent mon tour pour ne pas me brûler. Enfin je me souvins que les rations étaient fournies par l'association Caritas Burundi, qu'elles se terminaient le jeudi, qu'elle se renouvelait le vendredi mais que le bois de chauffe était livré le lundi. Entretemps, on n'avait rien à manger. En mai j'ai eu une place au petit séminaire de Bujumbura.

La vie pouvait reprendre son cours. Dès le mois de septembre j'étais au petit séminaire de Burasira. Sous la férule des Pères blancs, ce petit séminaire faisait partie des meilleures écoles du Burundi à cette époque. J'aurais pu m'y plaire. Tout se passait bien sur le plan scolaire. Mais ne pas voir mes parents me rendait malade. Après deux ans, j'ai essayé de venir passer mes vacances. Menacé d'arrestation et d'emprisonnement, j'ai quitté la famille après une semaine. Je ne voulais pas prendre le risque d'interrompre mes études. Papa a payé 2 000 francs d'amende. Trois ans plus tard, je fis une nouvelle tentative. Je l'ai payée d'une semaine au cachot communal. Il n'y avait rien en termes de literie. Je n'étais pas seul. Nous dormions à même le sol. J'ai été relâché contre le paiement d'une amende de 5 000 francs. Ma sécurité, ma liberté à l'époque, puis ma survie ont coûté cher. Ma dette est grande. Ils ont beaucoup dépensé pour sauver ma vie. Mais je n'ai rien fait pour les empêcher de mourir. Ma mère, mes trois frères, mes deux sœurs et leurs enfants, ont été assassinés. Mon père a succombé aux brutalités de 1992. Seul le cadet de la famille a survécu. Celui que je ne connaissais que trop peu ou trop mal. Après le génocide, lorsque je l'ai retrouvé dans un camp militaire du côté de Gisenyi, les présentations entre lui et moi ont été faites par des jeunes soldats de son camp qui ne me connaissaient pas, mais pensaient que je le connaissais. Ils m'ont amené à l'endroit où il lavait ses habits et l'ont interpellé en disant : « *Pierre, je t'em-*

mène ton frère, tu me donnes quoi ? ». Il n'y avait plus de doute. Il faut rappeler cela. Ceux qui n'étaient pas encore nés et qui ont survécu du génocide savent que celui-ci n'a pas été un coup de foudre dans un ciel serein. Mais ils ont peut-être besoin d'y mettre un contenu. Mon histoire n'a rien d'exemplaire. C'est un cas parmi d'autres. Juste pour dire, à travers une expérience vécue : « *Voilà ce qui se passait* ».

La mémoire n'est pas un simple souvenir. C'est un exercice conscient dont la finalité est de replacer dans l'histoire ceux qu'on a voulu effacer, de repositionner dans l'humanité ceux qu'on a appelé des cafards, de redonner un visage à ceux qu'on a défiguré, de redonner la dignité à ceux qu'on a enseveli comme des déchets dans la fosse commune, de dire à ceux qui se sont rendus coupables de ces actes qu'ils ont péché contre leur propre humanité.

On ne peut les remettre dans l'histoire que lorsqu'on la connaît. C'est aussi grâce à la connaissance que l'on peut lire les temps présents. On sait désormais que ceux qui constituaient l'ossature de la rébellion n'étaient pas des étrangers mais bien des Rwandais forcés de vivre à l'exil. On sait aussi qu'ils n'ont pas seulement neutralisé les tueurs, les empêchant de finir le travail. Ils ont aussi mis un terme de dissolution de la nation qui durait depuis un siècle et qui, au nom d'une idéologie des races, faisait des Tutsi une minorité venue d'ailleurs. Ils ont mis fin à une logique qui, depuis une trentaine d'années, justifiait la violence et les meurtres et imposait le silence et l'oubli.

Enfin, grâce aux lumières que donne cette histoire, on peut mieux discerner les menaces du moment : le déni participe de la volonté de restaurer le temps où le silence, l'impunité et la promotion étaient des primes aux meurtriers. Les bruits que nous entendons actuellement de l'autre côté de la frontière de l'Ouest du Rwanda doivent être dénoncés comme des appels publics au génocide.

IBUKA [Souvenez-vous]

TWIBUKE [Souvenons-nous]

TWIYUBAKE [Reconstruisons-nous]

Je vous remercie.

Enfin, retrouvez les images de la journée, photos au crédit de Lucille GÉRARD du service de communication de la Ville de Chalette.
https://www.dropbox.com/scl/fo/vh20t3r3sspdpxfevwhrf/AGZzxuoOr3e-Z1nYDEX6KUI?rlkey=bpi27ydkz6pi0xubx45xupp6h&e=1&st=rvsykuks&dl=0

---

https://www.ibuka-france.org/ceremonie-de-commemoration-a-chalette-sur-loing/